

# décimal conjoncture

Insee Poitou-Charentes

N° 10 - Octobre 2012

Deuxième trimestre 2012

## NOTE DE CONJONCTURE

# *L'activité économique de la région Poitou-Charentes toujours en décélération*

### CONTEXTE RÉGIONAL

Le commerce extérieur de la région a enregistré au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 un surcroît d'exportations imputables essentiellement à de fortes livraisons de matériels ferroviaires roulants à destination de l'Italie. Les importations ont été contenues grâce à une moindre demande en produits pétroliers raffinés et à une stabilisation des autres importations. Malgré l'amélioration du solde des échanges extérieurs, l'activité des entreprises industrielles de la région est restée globalement moins dynamique qu'en 2011. Le taux d'utilisation des capacités production se positionne, au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, bien en dessous sa tendance de long terme.

Le secteur de la construction et les activités immobilières sont globalement à la peine. Le nombre d'autorisations de construire des logements neufs semble positionné durablement sous la barre des 15 000 logements annuels. Les mises en chantiers de logements, également en recul par rapport à 2011, provoquent un réel manque d'activité pour les entreprises de ce secteur. L'évolution du nombre de transactions immobilières est nettement plus favorable qu'au niveau national mais tend à se tasser, en témoignent les droits de mutation perçus dont le volume cumulé, de janvier à juin, ne progresse en Poitou-Charentes que de 2,1 %. Depuis la fin 2010, le montant de prêts à l'habitat distribués par les banques aux particuliers continue de se contracter.

Le secteur agricole, est confronté au renchérissement des principaux intrants, dont les produits énergétiques. Les nombreux éleveurs de la région pâtissent des cours élevés des aliments pour bétail. Par contre, les céréaliculteurs bénéficient d'excellents rendements et de la hausse des cours consécutive aux mauvaises récoltes des pays concurrents.

L'activité touristique dans la région durant la période printanière 2012 est moins favorable qu'en 2011. Le nombre de nuitées comptabilisées au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 dans les hôtels recule de 2,6 % par rapport au même trimestre de 2011. Le nombre de clients étrangers continue de fléchir. Les conditions climatiques qui ont prévalu ensuite, notamment au mois de juillet n'ont pas, semble-t-il, permis d'attirer davantage de clients pour compenser la période précédente.

L'emploi salarié régional des secteurs marchands non agricole continue de se contracter. Le 2<sup>e</sup> trimestre s'est montré particulièrement mauvais (-0,3 %) après un premier trimestre attentiste (-0,1 %). Dans la région, depuis la fin de la courte mais significative reprise d'après la crise de 2008-2009, c'est à dire depuis le 2<sup>e</sup> trimestre de 2011, ce sont 2 900 emplois salariés qui ont été perdus.

Dans ce contexte de réduction de l'emploi salarié, le nombre de chômeurs s'accroît significativement. On dénombre en juin environ 73 600 demandeurs d'emploi (catégorie A), soit un accroissement de 7,9 % par rapport juin 2011. En recul de 11,2 % par rapport à 2011, le niveau des offres n'augure d'aucun retournement prochain et les perspectives demeurent pessimistes.

La persistance de la crise et les anticipations sur sa durée ont joué également sur le niveau de création d'entreprises qui est en baisse ce trimestre. Même le recours à l'auto-entreprise, qui a séduit dans le passé des demandeurs d'emplois, a été limité.

Dans ce contexte de réduction de l'activité économique, la dégradation du taux de chômage dans la région s'est poursuivie, le taux s'aggrave de 0,1 point sur le précédent trimestre pour passer à 9,4 %.

## CONTEXTE NATIONAL ET INTERNATIONAL

Contrairement au premier trimestre, la croissance des pays avancés est restée atone au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 (+0,1 %). La faiblesse de la demande des pays émergents alliée aux consolidations budgétaires en cours et à la hausse du prix du pétrole, ont largement contribué au ralentissement des économies. L'activité a progressé aux États-Unis (+0,3%) et au Japon (+0,2%) sur un rythme toutefois plus faible qu'au trimestre précédent. En revanche, les économies européennes ont connu un nouvel accès de faiblesse en raison du net recul de la demande intérieure (-0,2 % dans la zone euro). L'activité est restée stable en France, a progressé en Allemagne (+0,3%) et s'est dégradée en Espagne et en Italie.

Au second semestre de l'année, seuls les États-Unis, dont l'activité serait stimulée par une demande interne dynamique, maintiendraient une croissance dynamique.

La zone euro resterait dans la phase de récession entamée au deuxième trimestre du fait du commerce extérieur largement altéré par la baisse de la demande qui lui est adressée, de la faiblesse de sa demande intérieure et par la faiblesse de l'investissement des entreprises.

En France, l'activité a été stable au deuxième trimestre 2012. Elle s'est nettement repliée dans l'industrie manufacturière (-1,0 %) et a été peu dynamique dans les services marchands (+0,2 %). En revanche, la production d'énergie a fortement progressé suite aux basses températures du mois d'avril. L'activité a rebondi dans la construction (+0,4 %), notamment dans les travaux publics, grâce au rattrapage du déficit d'activité de février. Depuis 2012, le climat des affaires a légèrement reculé dans les services et plus nettement dans le bâtiment.

La croissance du PIB serait nulle aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres de l'année. Les exportations ralentiraient à l'image de la diminution de la demande mondiale et de la reprise de l'appréciation de l'euro depuis cet été. Les manques de débouchés et le bas niveau de marges des entreprises impacteraient leurs investissements qui seraient en recul sur cette même période.

Le pouvoir d'achat des ménages serait également affecté au cours du second semestre 2012. La détérioration du marché du travail alliée à la hausse des prélèvements obligatoires et à une inflation qui resterait proche des 2 %, principalement du fait de la hausse du prix du pétrole observée cet été, accentueraient la baisse du pouvoir d'achat.

## En savoir plus

Informations Rapides : n° 238 - 28 septembre 2012. Au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, le pouvoir d'achat des ménages progresse (+0,4 % après 0,0 %)

Informations Rapides : n° 218 - 6 septembre 2012. Poursuite de la hausse du taux de chômage au deuxième trimestre 2012

Insee - Point conjoncture : Octobre 2012. À l'arrêt

Eurozone economic outlook : 5 octobre 2012 La zone euro en récession

Depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2011, c'est à dire depuis l'arrêt brutal de la phase de reprise économique qui avait succédé à la crise de 2008 et 2009, l'emploi salarié en Poitou-Charentes continue de régresser. Les destructions d'emploi intervenues durant le 2<sup>e</sup> trimestre 2012 s'amplifient par rapport au trimestre précédent. Les pertes d'emplois (-0,1 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2012) ont atteint au 2<sup>e</sup> trimestre 0,3 % de l'effectif salarié marchand non agricole. Depuis le point haut de la courte reprise (2<sup>e</sup> trimestre 2011), ce sont 2 900 emplois régionaux qui ont disparu de la sphère marchande.

**Un volume important de destructions d'emploi**

Au niveau national, le léger accroissement des effectifs employés constaté au trimestre précédent, n'a pas duré. Au 2<sup>e</sup> trimestre, la métropole renoue avec les pertes (-0,1 %) d'emploi salarié. Les destructions ont surtout touché les intérimaires dont les effectifs chutent de 3,3 %.

Dans la région, les pertes d'emploi touchent tous les départements. Par rapport au trimestre précédent, les effectifs salariés en Charente-Maritime diminuent de 0,2 %. En Charente et dans les Deux-Sèvres, la dégradation se porte à -0,3 %, tandis que dans la Vienne, les emplois chutent de 0,4 %.

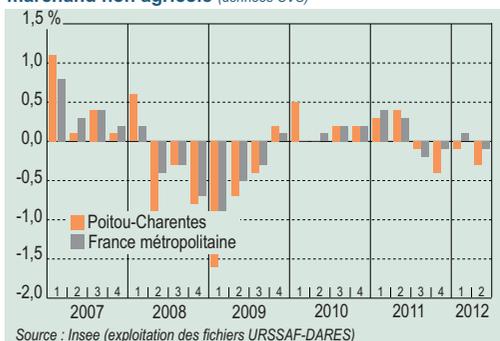
En comparaison annuelle, l'emploi s'est également dégradé dans tous les départements. Le département des Deux-Sèvres est le plus touché (-1,2 % sur un an). Les pertes y atteignent plus de 1 100 postes, soit près de 40 % des pertes régionales. La Vienne reste le département le moins impacté (-0,7 % sur un an) mais 600 emplois salariés y ont cependant disparu en un an.

Hormis les services marchands hors emplois intérimaires (+0,1 % en évolution trimestrielle), tous les autres secteurs sont touchés par la baisse des effectifs. L'industrie régionale subit ce trimestre la plus forte diminution (-0,6 %) devant la construction (-0,5 %).

L'intérim paie également un fort tribut au ralentissement de l'activité économique (-0,5 % en évolution trimestrielle). La perte est plus lourde encore si l'on compare la variation des effectifs sur un an (-3,8 %). Il s'agit du secteur le plus atteint au niveau annuel. Le secteur de la construction, avec -2,1 % sur un an, est celui où le nombre de poste a le plus diminué (- 840 postes, soit près de 30 % des destructions).

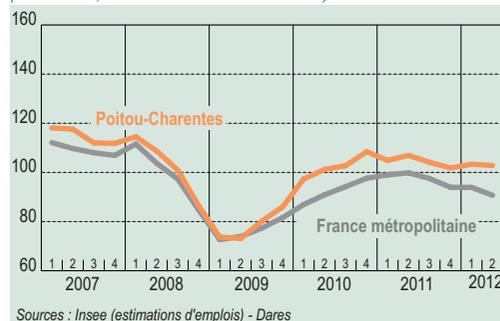
La situation de l'emploi dans le secteur de l'industrie de Deux-Sèvres et de la Vienne peut apparaître préoccupante (évolutions trimestrielles respectives de : -0,7 % et de -0,8 %) d'autant que l'intérim y est également en réduction. L'intérim en mauvaise posture dans ces départements reflète la faiblesse de la demande adressée aux entreprises recourant à cette main d'oeuvre réputée flexible. La conjugaison de la diminution de l'emploi industriel et de l'intérim qui y est attaché peut être le signe avant-coureur qu'aucune redynamisation des emplois n'y est envisageable à très court terme.

**Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand non agricole** (données CVS)



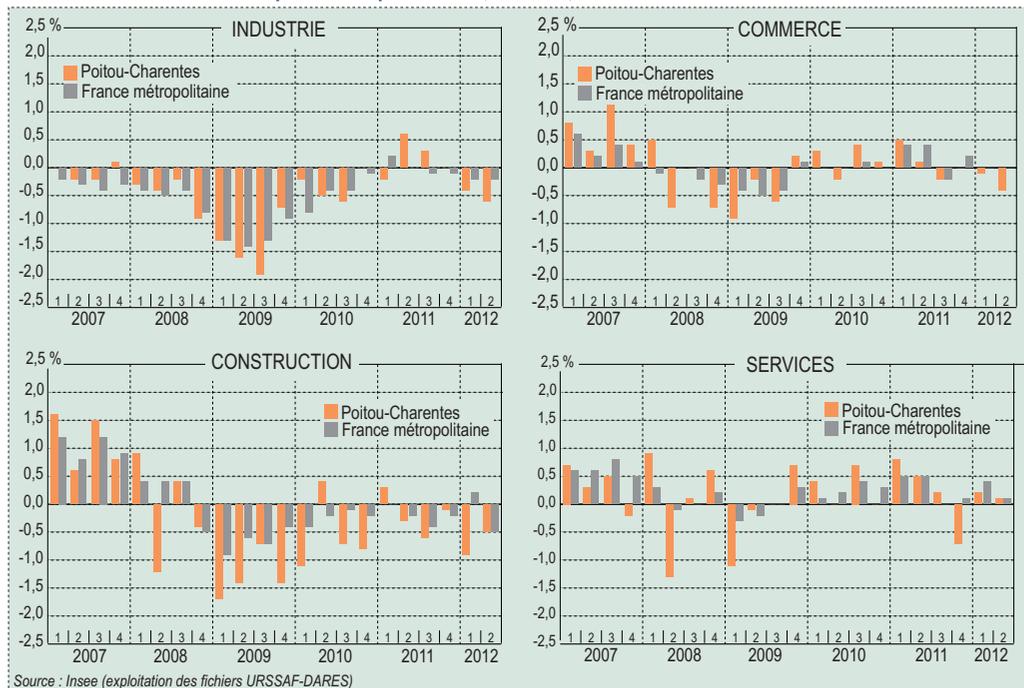
**Emploi intérimaire en fin de trimestre**

(données CVS, indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2005)



Emploi intérimaire en fin de trimestre : nombre de personnes intérimaires, calculé en collaboration avec la Dares, à partir du nombre de contrats en cours pendant les cinq derniers jours ouvrés du trimestre.

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié par secteur (données CVS)



# CHÔMAGE

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, les taux de chômage national et régional augmentent chacun de 0,1 point pour s'établir à 9,7 % en France métropolitaine et à 9,4 % dans la région Poitou-Charentes. Depuis le 3<sup>e</sup> trimestre de 2011, qui a mis fin à la courte période de reprise suivant la crise de 2008 et 2009, le taux de chômage a augmenté de 0,8 point dans la région et 0,6 point en France métropolitaine.

**Le chômage continue sa progression**

Dans les deux départements charentais et en Vienne, le taux de chômage s'accroît de 0,1 point entre les deux trimestres de 2012. Les deux Charentes restent les départements les plus touchés avec un taux de 10,4 % au 2<sup>e</sup> trimestre, bien supérieur au taux métropolitain. Les deux autres départements, la Vienne avec 8,5 % et les Deux-Sèvres avec 7,7 % restent en-deçà du niveau France métropolitaine. Cependant, en Deux-Sèvres, la hausse sur le dernier trimestre atteint 0,2 point et connaît sur un an une forte progression du chômage (+0,9 point) comparativement à la Vienne où la dégradation s'est limitée à +0,5 point.

En juin 2012, la région compte 73 644 demandeurs d'emploi, tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi et n'ayant exercé aucune activité dans le mois (catégorie A), soit 892 personnes de plus qu'à fin mars 2012.

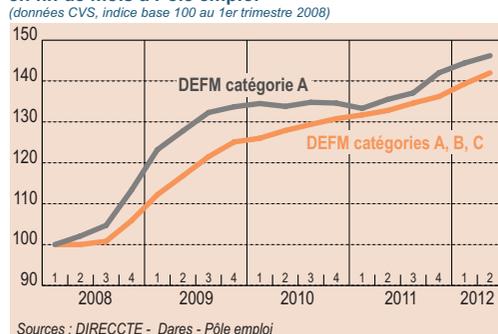
**Le contingent des chômeurs continue d'enfler**

Sur les trois derniers mois, le nombre d'inscrits à Pôle emploi dans cette catégorie a moins augmenté en Poitou-Charentes (+1,2%) qu'en France métropolitaine (+2,1 %). La hausse la plus importante se situe dans la Vienne (+2,0 %). Elle atteint +0,7 % en Charente-Maritime, +1,2 % dans les Deux-Sèvres et +1,5 % en Charente.

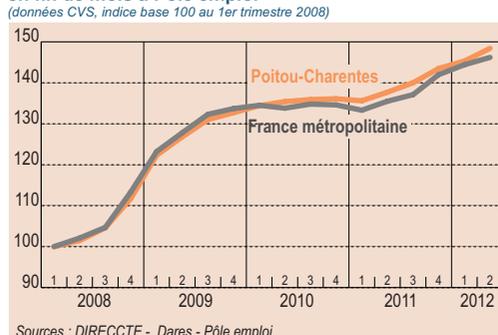
Taux de chômage localisé et taux de chômage national (données CVS)



Demandeurs d'emploi en Poitou-Charentes inscrits en fin de mois à Pôle emploi (données CVS, indice base 100 au 1er trimestre 2008)



Demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A en fin de mois à Pôle emploi (données CVS, indice base 100 au 1er trimestre 2008)



Demandeurs d'emploi en Poitou-Charentes (données CVS)

	T2 2011	T1 2012	T2 2012	T2/T1 (en %)	Glissement annuel (en %)
<b>Catégorie A</b>	<b>68 232</b>	<b>72 752</b>	<b>73 644</b>	<b>+ 1,2</b>	<b>+ 7,9</b>
Hommes	34 216	36 630	37 223	+ 1,6	+ 8,8
Femmes	34 016	36 122	36 421	+ 0,8	+ 7,1
Demandeurs d'emploi de moins de 25 ans	11 713	12 280	12 312	+ 0,3	+ 5,1
Demandeurs d'emploi de 25 à moins de 50 ans	41 878	44 097	44 409	+ 0,7	+ 6,0
Demandeurs d'emploi de 50 ans et plus	14 641	16 375	16 923	+ 3,3	+ 15,6
<b>Catégories A, B, C</b>	<b>112 779</b>	<b>118 282</b>	<b>120 583</b>	<b>+ 1,9</b>	<b>+ 6,9</b>
dont inscrits depuis plus d'un an	44 661	46 752	47 592	+ 1,8	+ 6,6

Source : Insee, DIRECCTE, Pôle emploi, DARES

# CHÔMAGE

En moyenne régionale, la progression trimestrielle du nombre d'inscrits en catégorie A touche davantage les hommes (+1,6 %) que les femmes (+0,8 %). Les moins de 25 ans ont été ce trimestre légèrement épargnés (+0,3 %) tandis que les « 25 et 49 ans » ont contribué au gonflement des effectifs de chômeurs (+0,7 %). Mais ce sont surtout les seniors (50 ans et plus) qui ont été durement affectés (+3,3 %). Sur un an, aucune catégorie d'âge ni de sexe n'échappe à une hausse du nombre de demandeurs.

Si on inclut les demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories A, B, C), le nombre d'inscrits augmente également (+1,9 % en région sur trois mois ; +2,0 % en France métropolitaine). La hausse du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (+1,8 % en moyenne sur les trois derniers mois) est un peu moins importante que celle du nombre d'inscrits depuis moins d'un an (+2,0 %). Dans la région, les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an représentent 39,5 % du contingent de chômeurs, légèrement plus qu'au niveau métropolitain (38,4 %).

**Un volume d'offres qui tend à se restreindre**

Avec seulement 20 284 offres en cumul sur les 3 derniers mois d'avril à juin 2012, le nombre d'offres recueillies par Pôle emploi recule de 4,9 % par rapport aux trois mois précédents.

Cette tendance prévaut également au niveau national (-4,1 % en France métropolitaine).

Cependant seules les offres d'emploi non durables (de moins de 6 mois) sont en recul sur le trimestre. Les offres d'emploi durables sont en augmentation, +3,9 % par rapport aux trois mois précédents, traduisant de nouveaux besoins de main d'œuvre permanente. Sur un an, les deux catégories d'offres accusent un repli global de -11,2 %.

Les situations départementales sont contrastées. La Vienne est le seul département où les offres d'emploi progressent en glissement sur trois mois (+11,3 %). Cette croissance est due à l'augmentation du nombre d'offres d'emploi non durables (+21,3 %) alors que le nombre d'offres d'emploi durables est quasi stable (-0,5 %). Les autres départements voient diminuer le nombre d'offres d'emploi : -3,2 % en Charente-Maritime, -5,7 % en Charente et -10,2 % dans les Deux-Sèvres, malgré un accroissement notable du nombre d'offres d'emploi durables dans ce dernier département (+13,6 % sur trois mois). Sur un an, le recul des offres d'emplois, qu'elles soient durables ou non, est presque général en Poitou-Charentes. Seule exception, le nombre d'offres d'emploi durables augmentent dans les Deux-Sèvres (+4,1 % sur un an).

(1) La méthode d'estimation **des taux de chômage localisés** repose sur l'estimation d'une part du chômage local (numérateur) et, d'autre part, de la population active occupée localement (dénominateur).

Au numérateur, le chômage départemental ou régional est obtenu par ventilation du chômage (France métropolitaine) résultant de l'enquête Emploi, à l'aide de la structure géographique observée dans les DEFM de catégorie A à chaque trimestre. Chaque série départementale ou régionale ainsi obtenue est ensuite désaisonnalisée (corrigée des variations saisonnières).

Au dénominateur, le calcul des populations actives s'appuie, à partir du second trimestre 2011, sur les estimations annuelles d'emploi 2008 au lieu de résidence issues du nouveau dispositif « Estel ». Ce changement a induit des révisions de la population active plus ou moins marquées selon les départements. Le concept d'emploi retenu pour les estimations annuelles d'emploi issues d'Estel est un concept dit « BIT répertorié ». On mesure l'emploi de la dernière semaine de l'année (BIT) déclaré dans les sources administratives (répertorié). Pour le calcul du taux de chômage, l'estimation du nombre d'actifs occupés par région et département est calée sur le nombre d'actifs estimé par l'enquête Emploi au niveau France métropolitaine.

Globalement cette nouvelle méthodologie permet de mieux capter les petits boulots, si ceux-ci ont fait l'objet d'une déclaration administrative. De ce fait, l'emploi au lieu de travail comme au lieu de résidence a été revu à la hausse dans l'ensemble des zones géographiques. Le nouveau calcul a donc entraîné la production d'une nouvelle série de taux de chômage localisés. Ces révisions n'affectent que le niveau des taux de chômage localisés, mais en aucun cas leur évolution.

## Offres d'emploi en Poitou-Charentes (données CVS)

	T2 2011	T1 2012	T2 2012	Évolution trimestrielle (en %)	Glissement annuel (en %)
<b>Ensemble</b>	<b>22 830</b>	<b>21 333</b>	<b>20 284</b>	<b>-4,9</b>	<b>-11,2</b>
dont offres durables	7 902	7 137	7 416	+3,9	-6,2

Source : Insee, DIRECCTE, Pôle emploi, DARES

## **\* Avertissement concernant les données sur les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi**

*La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi. Au-delà des évolutions du marché du travail, différents facteurs peuvent affecter les données relatives aux demandeurs d'emploi : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi...*

*En particulier, à compter du 1er juin 2009, les dispositions relatives aux nouvelles obligations de recherche d'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) et à leur accompagnement par le service public de l'emploi sont susceptibles d'accroître sensiblement le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi. Le relèvement progressif de l'âge minimal d'accès à la dispense de recherche d'emploi (DRE) peut également entraîner, sur la période 2009-2012, une hausse du nombre de demandeurs d'emploi de 55 ans et plus enregistrés sur les listes de Pôle emploi.*

*(\*) Depuis février 2009, les données sur les demandeurs d'emploi sont présentées selon de nouveaux regroupements (catégories A, B, C, D, E). Les données correspondant aux anciennes catégories (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8) sont disponibles, pour une période transitoire.*

*catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi*

*catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois)*

*catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois)*

*Offres d'emploi collectées à Pôle emploi*

*Pôle emploi collecte des offres d'emploi auprès des entreprises. Les flux d'offres collectées publiées mensuellement par la Dares et Pôle emploi sont classées suivant trois types :*

*les offres d'emploi durable, pour des contrats de plus de six mois ;*

*les offres d'emploi temporaire, pour des contrats compris entre un et six mois ;*

*les offres d'emploi occasionnel, pour des contrats de moins d'un mois.*

# LOGEMENTS

Après les résultats encourageants obtenus en 2011, le nombre d'autorisations de constructions de logements a fortement décliné en Poitou-Charentes au cours du 2<sup>e</sup> trimestre 2012. D'un trimestre sur l'autre, la tendance(\*) s'oriente à la baisse (-3,9 %).

**Ralentissement de la demande pour la construction de logements**

Le département de la Vienne est particulièrement concerné par le ralentissement. La Charente et les Deux-Sèvres restant à un niveau bas d'autorisations. Seule la Charente-Maritime connaît encore une progression du nombre des autorisations de construire des logements ordinaires.

Depuis le début de l'année 2009, le contingent des autorisations de construction de logements ordinaires est descendu sous les 15 000 unités en rythme annuel. La demande en logements collectifs, qui expliquait en partie les bons résultats de 2011, se stabilise en 2012. Dans la région, le volume de logements individuels tend à se contracter de façon significative. Globalement, le ralentissement en Poitou-Charentes est marqué tandis qu'au niveau national la tendance(\*\*) reste stable entre les deux derniers trimestres avec un volume de 510 000 logements autorisés.

Dans la région, les ouvertures de chantier de logements collectifs reprennent de la consistance au 1<sup>er</sup> semestre, tandis que les mises en construction de logements individuels restent sur une trajectoire atone. Les mises en chantiers(\*\*) effectuées au 1<sup>er</sup> semestre bénéficient de la mise en œuvre des programmes de logements collectifs autorisés antérieurement.

## En savoir plus sur les séries statistiques

Les résultats publiés sont issus de la base de données Sit@del2. Celle-ci rassemble les informations relatives aux autorisations de construire (permis délivrés) et aux mises en chantier transmises par les directions départementales du ministère et par les communes instructrices. Les résultats sont exprimés en date de prise en compte, c'est-à-dire à la date à laquelle l'événement (autorisation, ouverture de chantier, etc.) est enregistré dans la base de données Sit@del2.

Les chiffres publiés portent sur le nombre de logements ordinaires au sein desquels, on distingue les logements individuels (maisons) et les logements collectifs (appartements). Les logements en résidences (résidences pour personnes âgées, pour étudiants, pour touristes, etc.) se caractérisent par la fourniture de services individualisés (de loisirs, de restauration, de soins ou autres) en sus du gîte, et sont généralement analysés et diffusés à part. Les foyers et les hôtels qui ne comportent que des chambres et des services communs ne sont pas classés dans les logements mais dans les locaux d'hébergement.

\*Tendance : nombre de logements autorisés ou commencés sur un an

\*\* Logements ordinaires : nombre de logements hors résidences pour personnes âgées ou étudiants et résidences de tourisme

## Maisons individuelles et appartements autorisés

(données brutes, date de prise en compte)

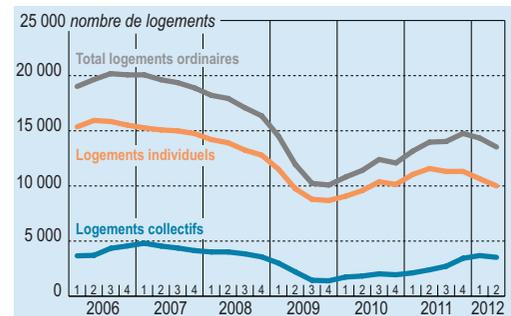
Indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2005



Sources : DREAL - Sit@del2

## Maisons individuelles et appartements autorisés en Poitou-Charentes

(données brutes, cumul en année glissante, date de prise en compte)



Sources : DREAL - Sit@del2

## Maisons individuelles et appartements commencés

(données brutes, date de prise en compte)

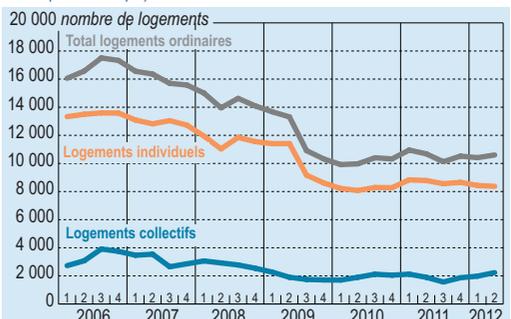
Indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2005



Sources : DREAL - Sit@del2

## Maisons individuelles et appartements commencés en Poitou-Charentes

(données brutes, cumul en année glissante, date de prise en compte)



Sources : DREAL - Sit@del2

# DÉMOGRAPHIE D'ENTREPRISES

Après un 1<sup>er</sup> trimestre relativement dynamique, entraîné par un surcroît de nouveaux auto-entrepreneurs, le 2<sup>e</sup> trimestre renverse la tendance et présente un rythme de créations d'entreprises régionales très infléchi.

La contraction vaut pour les entreprises traditionnelles comme pour les auto-entreprises, mais la réduction des créations touche davantage les entreprises traditionnelles. Le même phénomène, bien qu'atténué, s'observe également au niveau national.

**Des créations d'auto-entreprises et d'entreprises traditionnelles moins nombreuses**

**Un nombre limité de défaillances durant le deuxième trimestre**

Les statistiques provisoires de défaillances d'entreprises montrent un fort recul du nombre de jugements rendus (-7,3 %) entre le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> trimestre 2012. La réduction du volume de défaillances paraît davantage concerner le département de la Charente-Maritime (-11 %). Les autres départements enregistrent également des évolutions trimestrielles à la baisse, cependant moins marquées. Les évolutions annuelles affichent aussi des baisses sauf dans la Vienne. Au 2<sup>e</sup> trimestre 2012, le niveau régional est en retrait de -3,5 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2011.

Concernant les entreprises et les sociétés traditionnelles, le 1<sup>er</sup> trimestre de cette année avait déjà connu une baisse de leur création. Le 2<sup>e</sup> trimestre poursuit cette tendance et l'évolution trimestrielle atteint -9,4 %. Au niveau annuel, le déficit de créations s'amplifie, s'établissant à -25,8 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2011.

Pour la région, le nombre des créations, tous types d'entreprises confondus, est redescendu sous les niveaux atteints lors de la crise de 2008 et 2009. La baisse des créations d'entreprises, sous leurs formes traditionnelles, est particulièrement importante en Charente-Maritime. Au contraire des autres départements de la région, la Charente se distingue par des créations en hausse entre les deux derniers trimestres pour les auto-entreprises comme pour les formes traditionnelles.

Sur le plan sectoriel, les «Services», au sens large, et la «Construction» sont en recul. À l'inverse, la création d'établissements industriels ou commerciaux (y compris restauration et hôtellerie) indique encore des perspectives d'activités supplémentaires dans ces secteurs.

## Données CVS-CJO

Les données brutes sont les données observées. Afin de pouvoir comparer le nombre de créations et de défaillances entre différents trimestres, le nombre de créations et de défaillances d'entreprises de chaque trimestre est corrigé des variations saisonnières (CVS) et des jours ouvrables (CJO) via la procédure X12-Arima du logiciel SAS.

## Définition

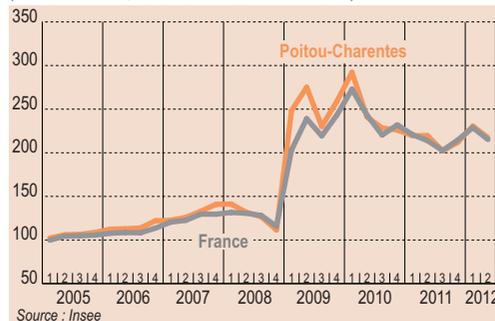
Une entreprise est dite défaillante lorsqu'à la suite d'un dépôt de bilan, un jugement d'ouverture de redressement judiciaire est ouvert à son sujet, ce qui ne présage en rien du résultat de cette procédure. Une défaillance d'entreprise n'aboutit pas automatiquement à une cessation. L'évolution du nombre de défaillances n'est donc qu'un simple indicateur de la santé économique d'un secteur. Les liquidations qui font suite à une défaillance ne représentent qu'une partie (entre 10 % et 20 %), variable avec le temps et le secteur d'activité, de l'ensemble des cessations d'entreprises.

## Avertissement

L'Insee publie, depuis août 2009, le nombre cumulé de créations d'entreprises réalisées sous le régime de l'auto-entrepreneur depuis janvier 2009. Ce régime ayant été mis en place début 2009, les auto-entrepreneurs sont incorporés aux statistiques de créations d'entreprises depuis la publication portant sur le premier trimestre 2009. Toutefois, le modèle de désaisonnalisation de la série des créations est perturbé par le choc que constitue l'arrivée des auto-entrepreneurs dont on ignore le profil saisonnier. Par conséquent, seule la composante « hors auto-entrepreneurs » est désaisonnalisée. On lui ajoute le nombre brut de créations sous le régime de l'auto-entrepreneur.

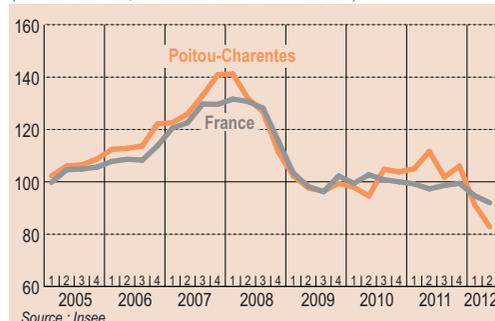
## Créations d'entreprises y compris auto-entrepreneurs

(données CVS-CJO, indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2004)



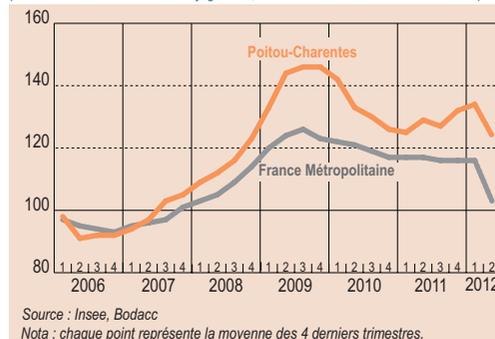
## Créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs

(données CVS-CJO, indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2004)



## Défaillances d'entreprises

(données CVS-CJO en date de jugement, indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2005)



## COMMERCE EXTÉRIEUR

Par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, les exportations régionales se sont nettement redressées (+17,6 %). Ce redressement est imputable à la forte hausse des exportations de «matériel ferroviaire roulant», principalement à destination de l'Italie. Cette transaction, de l'ordre de 200 millions d'euros, permet d'atteindre ce trimestre des montants d'exportations jamais égalés en Poitou-Charentes.

*les exportations régionales dopées par des livraisons remarquables de matériels ferroviaires roulants à l'Italie*

La valeur totale des exportations approche les deux milliards d'euros. Les exportations de boissons se redressent également après le traditionnel repli observé sur les 1<sup>er</sup> trimestres. Parallèlement, les importations ont enregistré une baisse (-6,1 %) s'expliquant par la moindre progression des approvisionnements énergétiques. Hors produits pétroliers, les importations restent stables.

En comparaison du 2<sup>e</sup> trimestre 2011, les exportations du Poitou-Charentes présentent une amélioration notable de 13,3 % (1,95 milliards d'euros) tandis que la progression des importations demeure forte (+6,4 %, soit 1,49 milliards d'euros).

Le commerce extérieur du Poitou-Charentes (données brutes)



Exportations hors boissons et importations hors pétrole du Poitou-Charentes (données brutes)



## TOURISME

La fréquentation des hôtels durant le 2<sup>e</sup> trimestre 2012 a été moins forte qu'en 2011 (-2,6 %). Sur les trois mois de la période, seul le mois de mai est meilleur et permet de compenser en partie la baisse d'avril et de juin.

*La fréquentation au printemps 2012 moins satisfaisante que celle de 2011*

Ce sont les départements charentais qui ont connu une moindre fréquentation : les nuitées enregistrées en Charente perdent 2,5 % (évolution sur un an) ; tandis celles de la Charente-Maritime reculent plus fortement encore (-6,3 %). La Vienne accroît au contraire son attractivité, avec une progression des nuitées de 1,9 %. Les établissements hôteliers des Deux-Sèvres ont vu également leur fréquentation augmenter (+0,9 %).

Sur la période printanière, les clients étrangers n'ont pas été au rendez-vous. Le nombre de leurs nuitées dans l'hôtellerie régionale se réduit de 8,2 % (évolution sur un an). Seule la Charente-Maritime a bénéficié d'une fréquentation étrangère en hausse (+5,6 % relativement au printemps 2011).

Évolution de la fréquentation dans les hôtels du Poitou-Charentes

(nombre de nuitées du trimestre de l'année / nombre de nuitées du trimestre de l'année n-1) (en %)



# INDICATEURS TRIMESTRIELS

En données corrigées des variations saisonnières (CVS)	Poitou-Charentes			France métropolitaine	
	T2 2012	Évolution trimestrielle (T2/T1) en %	Évolution annuelle (T2 2012/T2 2011) en %	Évolution trimestrielle (T2/T1) en %	Glissement annuel (T2 2012/T2 2011) en %
<b>Emploi salarié du secteur marchand non agricole</b> (Sources : Insee, Urssaf)					
Tous secteurs	370 503	- 0,3	- 0,8	- 0,1	- 0,2
dont industrie	92 055	- 0,6	- 0,7	- 0,2	- 0,7
construction	39 388	- 0,5	- 2,1	- 0,5	- 0,8
commerce	78 111	- 0,4	- 0,7	- 0,0	- 0,1
services (y c. intérim)	160 949	+0,0	- 0,5	- 0,1	- 0,0
<b>Emploi intérimaire</b> (Source : Insee)					
Contrats en cours (5 derniers jours)	15 047	- 0,5	- 3,8	- 3,3	- 9,1
<b>Taux de chômage</b> <sup>(1)</sup> (Source : Insee, données révisées)					
	9,4 %	+ 0,1 pt	+ 0,8 pt	+ 0,1 pt	+ 0,6 pt
<b>Demandeurs d'emploi en fin de mois</b> (Sources : DIRECCTE, Dares, Pôle emploi)					
Catégorie A	73 644	+ 1,2	+ 7,9	+ 2,1	+ 7,8
Catégories A, B, C	120 583	+ 1,9	+ 6,9	+ 2,0	+ 6,9
<b>Construction neuve, données brutes</b> (Sources : Insee, DREAL)				<b>France entière</b>	
Logements autorisés	2 652	- 27,1	-23,4	- 3,1	- 4,2
Logements commencés	2 532	- 4,0	+ 8,2	- 14,8	- 10,8
Locaux autorisés (en m <sup>2</sup> )	280 950	+ 21,2	5,1	- 1,1	1,0
Locaux commencés (en m <sup>2</sup> )	170 328	- 5,1	- 24,9	- 8,1	- 6,4
<b>Créations d'entreprises</b> <sup>(2)</sup> (Source : Insee)					
Tous secteurs	3 066	- 5,7	- 1,0	- 4,5	+ 1,0
dont industrie (BE)	202	+ 4,7	+ 3,1	- 1,2	+ 9,1
construction (F)	464	-12,0	- 4,7	- 2,8	+ 4,1
commerce, transport, hébergement et restauration (G à I)	979	+ 8,7	+ 3,6	+ 2,7	- 1,4
Services (J à U)	1 421	-12,8	- 3,1	- 8,9	+ 0,7
<b>Commerce extérieur données brutes</b> (Sources : Insee, Douanes)					
Exportations (millions d'euros)	1 952	+ 17,6	+ 13,3	- 2,6	+ 2,1
Importations (millions d'euros)	1 490	- 6,1	+ 6,4	- 2,1	+ 1,1
<b>Hôtellerie données brutes</b> (Sources : Insee, direction du tourisme - CRT - 4CDT)					
Nombre de nuitées (en milliers)	1 281		- 2,5		
dont étrangères	120		- 8,2		

(1) Taux de chômage localisé pour la région et taux de chômage au sens du BIT pour la France métropolitaine

(2) les créations d'entreprises par activité sont désormais présentées en nomenclature agrégée "NA", fondée sur la NAF révision 2 entrée en vigueur le 1er janvier 2008.

# INDICATEURS TRIMESTRIELS

En données corrigées des variations saisonnières (CVS)	Charente		Charente-Maritime		Deux-Sèvres		Vienne	
	T2 2012	Évol. trim. (T2/T1) en %	T2 2012	Évol. trim. (T2/T1) en %	T2 2012	Évol. trim. (T2/T1) en %	T2 2012	Évol. trim. (T2/T1) en %
<b>Emploi salarié du secteur marchand non agricole</b> (Sources : Insee, Urssaf, Dares)								
Tous secteurs	74 952	- 0,3	115 629	- 0,2	88 689	- 0,3	91 233	- 0,4
dont industrie	24 633	- 1,0	22 070	+ 0,1	23 036	- 0,5	22 317	- 1,0
construction	7 482	+ 0,1	13 811	- 1,2	9 052	- 0,6	9 044	+ 0,1
commerce	16 464	+ 0,4	23 390	- 0,6	15 606	- 0,6	17 650	- 0,6
services (y compris Intérim)	26 373	- 0,1	51 357	+ 0,1	40 997	+ 0,0	42 222	- 0,0
<b>Taux de chômage localisé</b> (Source : Insee, données révisées)	10,4 %	+ 0,1 pt	10,4 %	+ 0,1 pt	7,7 %	+ 0,2 pt	8,5 %	+ 0,1 pt
<b>Demandeurs d'emploi en fin de mois</b> (Sources : DIRECCTE, Dares, Pôle emploi)								
Catégorie A	16 478	+ 1,5	28 107	+ 0,7	12 785	+ 1,2	16 274	+ 2,0
Catégories A, B, C	26 483	+ 2,1	44 671	+ 2,1	21 999	+ 2,0	27 430	+ 1,5
<b>Créations d'entreprises</b> (Source : Insee)								
Tous secteurs	583	+ 2,0	1 387	- 9,2	472	- 5,0	623	- 4,7
<b>Hôtellerie</b> (Sources : Insee, direction du tourisme - CRT - 4CDT)								
		Évol. annuelle (T2 2012/ T2 2011) en %		Évol. annuelle (T2 2012/ T2 2011) en %		Évol. annuelle (T2 2012/ T2 2011) en %		Évol. annuelle (T2 2012/ T2 2011) en %
Nombre de nuitées (en milliers)	115	- 2,6	581	- 6,3	113	+ 0,4	473	- 1,8
dont étrangères	11	- 8,4	65	+ 5,6	10	- 3,9	35	- 26,9

Pour tout renseignement statistique

[www.insee.fr/poitou-charentes](http://www.insee.fr/poitou-charentes)

[insee-contact@insee.fr](mailto:insee-contact@insee.fr)

09 72 72 4000 (prix d'un appel local)  
du lundi au vendredi de 9 h à 17 h



Insee Poitou-Charentes  
5 rue Sainte-Catherine - BP 557  
86020 Poitiers Cedex  
Tél : 05 49 30 01 01  
Fax : 05 49 30 01 03  
[sed-poitou-charentes@insee.fr](mailto:sed-poitou-charentes@insee.fr)

Directeur de la publication : Didier Blaizeau  
Rédacteur en chef : Jean-Pierre Ferret